



LEGAL AND TAX DIAGNOSIS OF A COMPANY

Financial Engineering Presentation



Presenter :

ZONGO IVAN

PROF :

M.GNIENHOUN OUANCO

ANNEE ACADEMIQUE 2018-2019

INTRODUCTION

The project of taking over a business requires compliance with a certain number of formalities. Among these, we cite the realization of the diagnosis of the company, in particular the diagnosis of the legal and tax environment of the target company. At the end of this expertise, the buyer will be informed about the legal and tax organization of the company, about the contracts in progress and the contractual obligations which are attached thereto as well as their disadvantages and advantages.

INTRODUCTION

Le projet de reprise d'une entreprise requiert le respect d'un certain nombre de formalités. Parmi celles-ci, on cite la réalisation du diagnostic de l'entreprise, notamment le diagnostic de l'environnement juridique et fiscal de l'entreprise cible. A l'issus de cette expertise, le repreneur sera renseigné sur l'organisation juridique et fiscale de la société, sur les contrats en cours et les obligations contractuelles qui y sont attachées ainsi que leurs inconvénients et avantages.

I. Cadre général

a. Diagnostic fiscal

Le diagnostic fiscal peut être défini comme un examen critique de la situation fiscale de l'entreprise, fait par un professionnel, permettant de voir sa situation fiscale réelle, par référence à des critères de régularité et de sincérité.

Il s'agit également d'un outil de détection des risques fiscaux et d'amélioration de la gestion des risques par les mesures correctrices qu'il peut suggérer. Ces examen de régularité et de d'efficacité permettent de statuer sur la nature et l'étendu des risques encourus et ainsi, d'établir un bilan de santé fiscale, élément essentiel du diagnostic de l'entreprise.

b. Diagnostic juridique

Le diagnostic juridique permet au preneur d'évaluer les risques pesant sur les relations contractuelles ou sur l'environnement juridique de l'entreprise. Il peut ainsi envisager un éventuel changement ou conclusion de contrat suivant son plan de reprise. Pour réaliser ce diagnostic, il est recommandé de faire appel aux services d'un professionnel du droit ou d'un spécialiste en reprise d'entreprise.

II. Principes à respecter pour réussir le diagnostic juridique et fiscal

a. Diagnostic fiscal

Pour mener à bien un diagnostic fiscal il faut :

- Connaître les obligations fiscales à respecter
- Evaluer l'adéquation du régime d'imposition eu égard à l'activité et à l'entreprise,
- Vérifier le respect de la tenue des documents et registres imposés par la loi,
- Identifier les obligations non respectées et les risques encourus,
- Connaître la date des derniers contrôles fiscaux réalisés,
- S'assurer que l'entreprise est à jour des charges fiscales,
- Evaluer les charges fiscales et les possibilités pour les réduire

b. Diagnostic juridiques

Que ce soit pour transmission d'un fonds de commerce, de parts sociales ou autres, certains documents sont obligatoirement transmis au repreneur, tel que le bail commercial, les contrats de travail et les contrats d'assurances. En ce qui concerne les autres contrats tels que les contrats avec les clients ou les fournisseurs, leur transmission dépend du mode juridique de reprise. S'il s'agit de la reprise d'un fonds de commerce, le repreneur peut poursuivre les relations contractuelles avec l'accord du client, du fournisseur ou du partenaire. Dans cette modalité de reprise, le repreneur doit établir des relations de confiance avec les partenaires de l'entreprise. Cela lui permettra de préserver les conditions contractuelles accordées au cédant. S'il s'agit de l'achat de droit sociaux ou d'augmentation de capital, cela implique la reprise automatique de contrat sauf dans le cas où une clause d'agrément du repreneur est stipulée dans le contrat initial.

III. Les objectifs

Au vu de l'importance qu'a le diagnostic fiscal et juridique comme susdit pour les banques et les entreprises, il est cependant important pour une question d'efficacité que ce diagnostic ait des objectifs précis pour pouvoir obtenir des résultats probants.

a. Les objectifs fiscaux

Les objectifs principaux du diagnostic fiscal a priori sont de permettre:

- La détermination du niveau de conformité, les violations de règles, les sur paiements, les non-paiements, les omissions ainsi que les erreurs dans les calculs fiscaux.
- La détermination la position de la taxe fiscale et social de la compagnie et détecter puis corriger et structurer du mieux possible les opérations, la documentation et les enregistrements pour minimiser les situations de risque fiscal.
- L'émission des recommandations pour permettre au client de payer une taxe équitable.
- La diminution de la pression fiscale.

b. Les objectifs juridiques

Quant-au diagnostic juridique il se fixe pour objectifs:

- La vérification du respect de la réglementation pour exercer l'activité
- La vérification du respect des conditions d'exercice de d'activité
- L'évaluation le cas échéant des moyens nécessaires à mettre en œuvre pour y répondre
- La vérification de l'étendue des droits de propriété
- La vérification de l'existence de garanties ou de servitudes
- La connaissance de la situation bancaire au jour de la reprise
- La connaissance des conditions des conditions générales de la banque
- L'identification des conditions de prêts accordés et les possibilités de renégociation
- La connaissance des garanties prises par les banques

Conclusion

Le diagnostic juridique et fiscal malgré leurs importances incontestable reste cependant les moins en vue et les moins considéré parmi les diagnostics. En effet les entreprises accordent peu d'importance à ces diagnostics du fait que ces dernier soit techniquement plus difficile à appréhender. Les entreprises ont tendance à négliger ou feignent de survoler certaines règles relatives au cadre juridique et fiscal. Paradoxalement même si le diagnostic fiscal et juridique est souvent négligé ou peu exposé en termes d'importance par rapport aux autres types de diagnostics, ses conséquences sont la majeure partie du temps catastrophiques pour la structure même des entreprises ou des banques. En somme le diagnostic fiscal et juridique s'il n'est pas bien appliqué entraine une modification de la structure de l'entreprise ou de la banque car ses effets ne peuvent être contournés ou atténués par les autres types de diagnostics puisqu'ils n'ont pas les mêmes dimensions d'intervention. Il est donc primordial pour les entreprises et les banques d'effectuer régulièrement un diagnostic fiscal et juridique de leurs structures pour éviter d'avoir à faire face à des conséquences irréversibles.